

## Canada et Australie : le point sur les échanges et les placements bilatéraux

### L'intégration des échanges commerciaux directs est limitée

- En 2017, l'Australie se classait au 16e rang des partenaires commerciaux les plus importants du Canada et représentait environ 0,6 % des exportations et 0,4 % d'importations canadiennes.
- Le commerce entre les deux pays est de plus en plus axé sur les services. L'an dernier, les services comptaient pour près de la moitié des exportations du Canada vers l'Australie, ce qui représente une hausse par rapport à il y a dix ans (le tiers des exportations).
- Cette réalité s'explique en grande partie par la situation géographique des deux pays. Le Canada est fermement ancré dans l'écosystème commercial nord-américain et près de 75 % de ses exportations de marchandises sont destinées aux États-Unis.
- L'Australie dépend davantage des échanges commerciaux avec les pays d'Asie. Elle envoie le tiers de ses exportations de marchandises vers la Chine et 15 % vers le Japon. Parmi les destinations les plus importantes pour les marchandises de l'Australie, le Canada se classait au 20e rang en 2017, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- Les plus importantes exportations du Canada vers l'Australie sont les biens d'équipement. L'an dernier, la machinerie ainsi que les appareils et équipements mécaniques représentaient près de 40 % du total des marchandises canadiennes expédiées vers l'Australie. Les produits chimiques et les composés de métaux précieux représentaient près du quart des importations de l'Australie. De plus, 13 % des importations étaient composées de produits de la viande et 12 % de pierres ou de métaux précieux.
- En 2017, le Canada avait un léger excédent commercial avec l'Australie pour les marchandises, qui s'élevait à environ 300 M\$ CA ; pour les services, l'excédent était plus élevé et totalisait environ 800 M\$ CA.

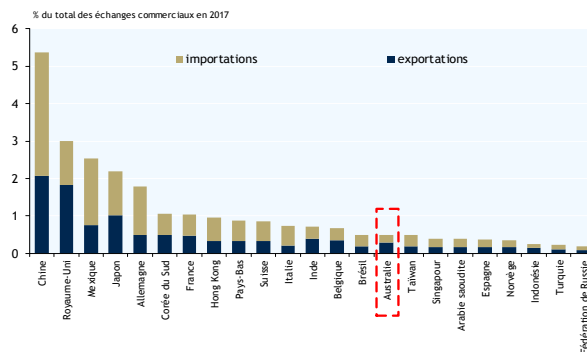
### Les liens en matière d'investissement gagnent en importance (mais demeurent peu élevés)

- Même si les investissements directs étrangers (IDE) du Canada en Australie ont augmenté de 270 % au cours de la dernière décennie, ils ne représentent que 2,5 % du total des IDE du Canada.
- Les investissements de l'Australie au Canada ont augmenté de 140 % au cours de la même période et représentaient près de 1,4 % du total des IDE au Canada l'an dernier.
- En 2017, l'Australie se classait au 12e rang parmi les sources d'IDE les plus importantes pour le Canada et était la 8e destination des IDE du Canada.

### Quels seront les effets du PTPGP ?

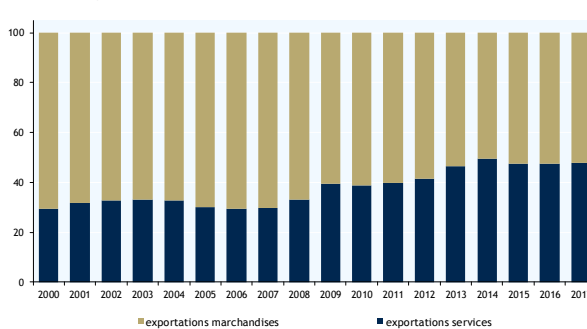
- Le nouvel Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), auquel participent l'Australie et le Canada, pourrait se traduire par une consolidation des liens économiques.
- Selon les estimations du gouvernement du Canada, il pourrait faire augmenter les exportations vers l'Australie de 12 % d'ici 2040. Près de la moitié de cette augmentation devrait découler d'une augmentation des exportations dans les secteurs de la machinerie et du matériel ainsi que du matériel de transport.

Partenaires commerciaux du Canada hors É.-U.



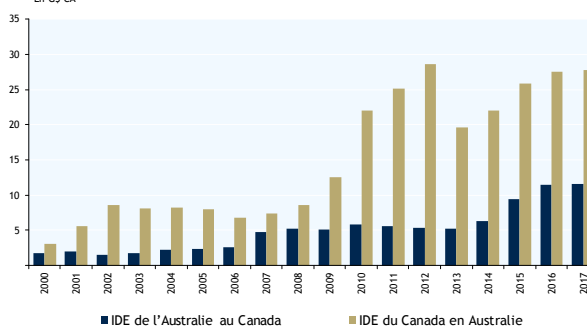
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations du Canada vers l'Australie : services et marchandises



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissements directs étrangers entre le Canada et l'Australie



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.